68. fraude hypothécaire

Fraude hypothécaire et endettement futur

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Les prêts hypothécaires sont des dettes préexistantes sur les biens immobiliers. Ces dettes proviennent d '«hommes morts» décédés - ou présumés décédés, dans ce cas - et qui ont laissé des impôts impayés et des dettes similaires attachés à la propriété. Ces dettes passées doivent être payées par quelqu'un, avant que la propriété ne soit gratuite pour être transférée à de nouveaux locataires --- pas à de nouveaux propriétaires.

En effet, les actifs fonciers soumis à hypothèque appartiennent déjà à une fiducie publique ou privée non divulguée, et même après le remboursement de l'hypothèque, le terrain ne peut pas être vendu, seulement loué. C'est pourquoi les hypothèques sont appelées "futurs contrats de location".

Tant que vous payez l'hypothèque, vous pouvez vivre sur la propriété en tant que locataire, et après le remboursement de l'hypothèque, vous pouvez rester sur la propriété en tant que Leasor, mais en aucun cas vous ne pouvez être propriétaire de la propriété - car elle est déjà revendiquée par une fiducie (ou deux) et ces fiducies ne sont ni compétentes ni disposées à vendre un intérêt durable dans la propriété.

Pourquoi? Parce qu'ils ne possèdent pas vraiment la propriété non plus. Il appartient au petit bébé américain "perdu", le véritable héritier et propriétaire, qui se trouve avoir le même nom donné que le "frère mort" et qui se trouve avoir le même nom donné que le matelot marchand britannique manquant, aussi.

Mystérieusement, parce que ce bébé n'est jamais informé d'une de ces intrigues étrangères, il ne se présente pas et ne revendique pas ses biens --- il reste donc détenu dans ces fausses fiducies créées par les sociétés municipales respectives, et elles continuent de ratisser les profits et le mal en son nom, tout en le laissant délibérément, l'actuel Américain, le propriétaire et le propriétaire, dans l'ignorance.

Ce manquement à informer et à aider leurs employeurs et collègues principaux est un contrat d'interruption brut de confiance et de service.

Tout ce système de gestion des terres en tant qu'immobilier détenu dans le cadre d'un système de titres est étranger et frauduleux et ne devrait pas exister en Amérique.

C'est donc la première partie de la fraude, les intérêts de confiance publics (territoriaux britanniques) non divulgués basés sur des marins marchands britanniques inexistants et les intérêts de confiance privés non divulgués de l'Église dans la succession pour enfants décédés --- ils constituent les deuxième et troisième partie du régime de fraude hypothécaire, mais il y a plus à venir.

Le concept de «dette future» attachée aux biens immobiliers et aux dettes exercées sur des biens au-delà de la durée de vie d'un propriétaire à l'autre, a été créé par le gouvernement français toujours gourmand. Ces concepts ont été utilisés pour tous les types de fraude. Celui-ci aussi, car des hypothèques ont été attachées aux intérêts immobiliers américains.

Tous les intérêts fonciers et immobiliers supposés appartenir aux franchises de la British Crown Municipal Corporation établies dans les noms donnés des Américains sont détenus dans une fiducie foncière publique administrée par le monarque britannique, car les citoyens britanniques et les citoyens territoriaux britanniques ont depuis longtemps été trompés de leurs droits naturels de propriété foncière par les Enclosure Acts et divers autres régimes bénéficiant au gouvernement sans fin de Westminster.

Tous les intérêts fonciers et immobiliers censés appartenir aux franchises de la Corporation municipale gérée par la ville et exploitées sous les noms donnés des Américains sont détenus dans une fiducie foncière privée appartenant au pape et administrée par des magistrats.

Toutes les dettes que ces «personnes» fictives et leurs faux immeubles de fiducie accumulent sont transmises aux propriétaires réels sous la forme d'une «cumul» détenue contre la propriété de la fiducie Pour saisir la fraude hypothécaire en Amérique et dans tous les pays qui ont été touchés par la malversation des sociétés municipales, il faut commencer par discerner les joueurs et la dette sous-jacente.

Dont la dette est-elle et d'où vient-elle et comment a-t-elle abouti à une hypothèque sur la propriété que j'essaie d'acheter?

La dette est due par la fictive franchise du marchand britannique "Person" créée par la British Crown-oped Municipal Corporation hébergée dans le district de Columbia --- non pas comme une dette personnelle, mais comme une dette publique. Une hypothèque similaire est également due par la succession pour enfants décédés qui est gérée «pour» par la Corporation municipale gérée par la Ville, mais il s'agit d'une dette privée.

Et techniquement, ces dettes ne sont pas détenues contre Joe American. Techniquement, ils sont détenus contre les domaines de fiducie créés «pour» les Américains par ces sous-traitants de la Municipal Corporation. Les Américains réels n'ont aucune voix sur la façon dont ces choses sont administrées "pour" eux et en leur nom, par les officiers et magistrats de district intéressés par eux-mêmes, qui ignorent obstinément la présence et l'identité du véritable propriétaire américain debout devant eux.

D'où viennent toutes ces dettes publiques et privées? Des fausses réparations de «guerre» mercenaires dues par les citoyens municipaux des États-Unis, des dépenses opérationnelles de ces fausses fiducies, publiques et privées, et surtout, des frais de faillite et des dettes laissées en dettes publiques chaque fois que l'un des Les sociétés municipales ou l'une de leurs franchises font faillite.

La fraude à la faillite joue donc également son rôle dans tout cela.

Les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia sont des sociétés comme toute autre société commerciale. Ils ne sont essentiellement pas différents d'IBM ou de Ford Motor Company, Incorporated. Leurs officiers n'ont aucune plus grande autorité sur quiconque ou quoi que ce soit que les officiers d'autres sociétés similaires. De toute évidence, ces «officiers» de sociétés ont largement outrepassé toute autorité qui leur était conférée, quelle que soit leur popularité lors des élections internes des actionnaires privés qui ont été rejetées comme élections publiques dans ce pays et dans les autres pays touchés par cette tout un stratagème de fraude scandaleux.

Depuis le début des années 1900, le nom du jeu de ces sociétés municipales a été de s'endetter le plus possible, puis de faire faillite et de laisser le public américain le payer.

Il peut être anti-intuitif que quiconque construise une société et l'utilise pour fournir des biens et des services, puis les dépouille délibérément des actifs (transférant les actifs à une autre ou plusieurs autres sociétés) ---- puis les met en faillite, mais c'est ce que ces crétins ont fait en notre nom. Cela a été l'un des principaux mécanismes utilisés pour nous rembourser toutes leurs dettes. Quelqu'un doit toujours rembourser les dettes des sociétés en faillite et, dans ce cas, le bouc émissaire de toutes ces infractions a été le public américain.

Le CORP américain, le principal vendeur fournissant des biens et des services pendant la Seconde Guerre mondiale, en est un bon exemple. La guerre prend fin, et, comme on pouvait s'y attendre, la balade du CORP américain. Il y a un excédent rapide et énorme d'équipements et de fournitures liés à la guerre, tout
Formulaires de réquisition pour les cantines et les moteurs d'avion s'entassent dans les entrepôts, et il n'y a, comparativement, aucune demande pour eux.

Que doit faire un pauvre conglomérat multinational, mais pour additionner les commandes perdues, le coût de ces excédents --- et faire faillite?

C'est exactement ce qu'ils ont fait et ce qu'ils font chaque fois qu'il y a un conflit mercenaire substantiel --- et ils le remplissent pour tout ce qu'ils valent et ils l'accusent contre le public américain, tout en conservant tous les bénéfices pour eux-mêmes et sous leur gestion.

La soi-disant dette nationale en est un autre exemple. Les Américains ont grandi inondés d'annonces constantes sur la "dette nationale", et même des panneaux d'affichage érigés à Times Square à New York, montrant comment la dette nationale augmente de façon exponentielle chaque minute de chaque jour.

Le problème est que dans un système monétaire de crédit de dette, il n'y a pas une telle accumulation de dette. Toutes les transactions dans un tel système sont des transactions à somme nulle.

Si vous me donnez un I.O.U. de dix dollars --- un billet à ordre appelé Federal Reserve Note --- en échange d'un déjeuner au poulet frit, votre dette est échangée contre quelque chose de valeur égale - le déjeuner au poulet frit.

La seule façon dont une dette peut s'accumuler dans un tel système est que la réception de la valeur du déjeuner au poulet frit ne soit pas créditée, de sorte qu'il semble y avoir une dette de plus en plus importante dans l'économie, alors qu'en fait, tout le monde ici a remboursé les dettes de tout le monde et il n'y a pas de reste.

L'ensemble de la soi-disant dette nationale et de l'intérêt qui lui est appliqué est basé sur la fraude au personnage de base et plus de mauvaise comptabilité --- et il est utilisé comme excuse pour justifier plus de faillites et des coûts de faillite plus frauduleux imposés au public américain. Avec toutes ces observations à l'esprit, nous sommes prêts à affronter la plus grande vache à lait de tous, l'industrie immobilière et hypothécaire inculquée par les sociétés municipales complices responsables de toute cette fraude, mauvaise foi, non-divulgation et malversations.

Les mots mêmes "immobilier" se traduisent par "immobilier royal".

Depuis quand avons-nous des "domaines royaux" en Amérique? Réponse --- puisque tous les faux intérêts de la confiance étrangère britannique Territorial U.S. Des domaines de franchise de citoyens ont été formés --- tous opérés au nom d'Américains faussement enregistrés et "présumés" être des citoyens territoriaux britanniques.

Les Britanniques, comme nous l'avons vu, ont été fraudés de leurs droits fonciers par un homme se faisant simplement passer pour le roi d'Angleterre, tout en opérant en tant que surveillant du pape des propriétés du Commonwealth de l'Église en Angleterre.

Ainsi, tous les terrains en Grande-Bretagne appartiennent au monarque britannique, qui distribue des «titres» à ses sujets qui sont tous locataires ou locataires de la succession royale de Sa Majesté royale - également connus sous le nom de biens immobiliers. Et tout cela a également été fait par la fraude.

Si vous présumez, sur la base de processus d'enregistrement non divulgués, que tous les Américains ont soudainement pris fin et décidé d'adopter volontairement les États-Unis. Citoyenneté. vous pouvez également présumer que tous les terrains et autres biens immobiliers appartenant naturellement à eux sont donnés au roi britannique et doivent être gérés "dans l'intérêt public" - et dans ce cas, selon l'arnaque de la fiducie d'intérêt public décrite précédemment comme une réitération du scandale des obligations de fond de 1702 --- n'utilisant que des personnes au lieu de navires et de leurs domaines au lieu de marchandises.

Ces abus grossiers et intéressés par la violation de la confiance et le manque de bonne foi parlent d'eux-mêmes.

Ce que nous décrivons, ce sont des crimes d'une nature diversifiée et des plus odieuses, allant des crimes capitaux de conversion illégale de l'identité politique, aux fausses déclarations et au personnage frauduleux, au racket et au vol sous la force et la couleur de la loi. Ce sont des intrusions et des transgressions, les deux, et elles ont été appliquées contre les employeurs de ces brigands. Alors maintenant, nous avons un ensemble complètement frauduleux de présomptions juridiques étayées par des contrats non divulgués et un système de gestion des terres complètement étranger en place en Amérique, et les personnes qui sont les propriétaires réels et les boursiers sont dupées pour accepter et utiliser des "titres fonciers" d'échanger des locations en vertu de l'hypothèque et des droits du Leasor --- en louant leurs propres terres à un souverain étranger qui n'a pas le droit d'être ici et qui est en fait sous obligation contractuelle de nous fournir de bonne foi des services énumérés.

"Les «titres fonciers» sont en fait des descriptions de terres créées arbitrairement sans aucune valeur d'échange équitable. En Grande-Bretagne, ils sont un moyen de transférer des locations et des baux.

En règle générale, en Amérique et dans d'autres pays où cette fraude a été perpétuée, un agent étranger non déclaré regarde par-dessus votre clôture et décide arbitrairement d'appeler votre propriété quelque chose comme "4200 Mockingbird Lane", et ce "titre" est ensuite protégé par les droits d'auteur de la Couronne britannique -sous-traitant de la Municipal Corporation et attaché au British Territorial U.S. Citoyen qui porte votre nom.

Les sous-traitants étrangers de la Municipal Corporation exploités par la Couronne britannique se sont maintenant accrochés illégalement et illégalement à votre propriété, à votre maison et à votre terrain, au prix d'un doggerel inventé. À l'aide de cette configuration, ils vous publient des avis fiscaux, le propriétaire et le titulaire de la subvention, et ils proposent de faire en sorte que toute personne à qui vous vendez votre propriété paie également une hypothèque. C'est leur hypothèque, évaluée par rapport à leur franchise britannique en faillite Personne portant le nom de l'Américain qui est le propriétaire réel.

L'autre Corporation municipale dirigée directement par le gouvernement de la ville n'est pas meilleure, elle présente simplement une justification différente pour faire payer les dettes de ses PERSONNES "morts" en faillite aux victimes américaines de ce même stratagème de fraude de base. Au lieu de descriptions de terres fantaisistes, les auteurs assument la gestion de la succession de votre "frère mort" --- votre frère mort
qui se trouve avoir le même nom donné exact que vous et dont le domaine est géré comme une CORPORATION municipale sous le même nom, uniquement stylisé différemment --- utilisez divers types de relevés inventés décrivant votre propriété comme, par exemple, "Lot 2, Block 13, de la subdivision Oak Park, Laughlin Meridian, Leyland, Texas". C'est toujours juste un titre, sans valeur équitable, utilisé pour transférer des droits de location et de location.

Les propriétaires fonciers américains ne sont jamais informés de toutes ces dispositions confortables prises pour disposer et taxer et endetter leurs biens par les exécuteurs de Son Tort. Toutes ces actions intéressées ont été poursuivies en violation de la confiance et du contrat de service par les mêmes sociétés municipales coupables et leurs directeurs, qui ont appliqué toutes ces ordures sous la couleur de la loi et la force d'une occupation territoriale illégale de notre pays

par les forces étrangères du Mercenaire sous contrat avec nous et étant payé pour nous protéger.

Ainsi, l'essence de la fraude hypothécaire a de nombreuses facettes. Il y a le verrouillage illégal et illégal des biens immobiliers américains via l'utilisation de titres fonciers étrangers imposés par la couleur de la loi. Il y a le programme de personnage de base, dénaturant les Américains à la fois les personnes territoriales britanniques et les PERSONNES municipales. Et toute la motivation est de faire payer aux Américains des dettes, y compris de fausses dettes de faillite et des réparations de guerre, qu'ils ne doivent pas. Rien de tout cela ne pourrait se produire sans collusion et fraude et non-divulgation de la part des banques, qui ont été réglementées et exploitées dans des conditions de non-divulgation par les mêmes
sociétés municipales criminelles.

En 1968, dans un tribunal du comté de Common Law, à Clearwater, Minnesota, un homme du nom de Jerome Daley a intenté une action contre la banque qui agissait en tant que prêteur hypothécaire. Il s'agissait d'un procès avec jury qui a établi et examiné à la fois la loi et les faits.

Au cours du procès, la banque a admis librement qu'elle n'avait prêté à Jerome Daley que son propre crédit émis en tant que "Money of Account" --- chiffres que la banque avait inscrits sur son grand livre, ne coûtant rien à la banque. mais quelques minutes de travail de bureau, et qu'ils ont ensuite "prêté" comme crédit bancaire à Jerome Daley.

Il s'est avéré que lorsque la banque faisait de la publicité pour des "prêts immobiliers", ce qu'elle sollicitait réellement était que les gens prêtent leur maison aux banques, en garantie que la banque puisse utiliser comme base pour émettre des crédits dans le cadre du système de banque de réserves fractionnaires.

Cela permet à la banque de prendre possession de la maison et du terrain du propriétaire, de le caissier comme un actif donné soumis à un "futur contrat de vente de location", de l'utiliser comme garantie permettant à la banque d'émettre jusqu'à dix fois le montant du prétendu "prêt "en tant que crédit bénéficiant à la banque, et la banque n'est alors obligée de restituer le montant du prêt en tant que crédit bancaire au propriétaire réel qui finance toutes ces largesses pour la banque ---- apparemment par bonté de cœur?

Selon ce programme, les banques sont le premier organisme de bienfaisance en Amérique, l'ancien Commonwealth, les nations d'Europe occidentale occupées illégalement, le Japon, la Corée du Sud...

Le propriétaire réel de l'actif obtient le "prêt" de son propre crédit qui a été illégalement converti en crédit bancaire, et il est ensuite obligé de rembourser la banque avec intérêts, et est également obligé d'encombrer son actif jusqu'à ce que le montant total soit remboursé , et également tenu de donner à la banque une sûreté totalement non acquise sur sa propriété en échange de ce "service" et tous les détails de cela ne sont pas divulgués.

Pour couronner le tout, l'hypothèque qu'il rembourse en tant qu '"intérêt" sur le "prêt" --- généralement cinq fois le montant du prétendu prêt au cours de trente ans, n'est même pas le sien.

L'hypothèque n'a rien à voir avec un prêt. Cela a à voir avec des dettes accumulées contre l'homme vivant et ses actifs immobiliers par des franchises étrangères de la Municipal Corporation qui portent son nom --- des franchises qui "mortent" en faillite, et laissent leurs dettes à payer ---- et cette dette hypothécaire étrangère est alors imposé à la victime américaine, car ces franchises non divulguées de la Municipal Corporation étrangères ont été exploitées en son nom.

Les victimes de ce stratagème de fraude vicieux supposent que la banque leur prête l'argent de la banque pour acheter une maison ou rénover une maison, etc., lorsque l'ensemble de la transaction est entièrement autofinancé et que le seul skin de la banque dans le jeu est le coût des entrées de tenue de livres et son propre coût de vente sur la fausse dette aux investisseurs désireux de partager les bénéfices découlant de cette arnaque. Qu'arrive-t-il au reste du crédit bancaire généré par ce stratagème de fraude? Le crédit restant équivaut à dire, neuf fois le montant prêté à la victime? Ceci est utilisé par la banque comme crédit bancaire pour consentir d'autres prêts à d'autres clients en utilisant la même justification.

L'homme qui veut acheter une nouvelle voiture ou une nouvelle moto --- un homme qui doit déjà cette nouvelle voiture ou moto et beaucoup plus dans le cadre de la dette que ces sociétés municipales et leurs franchises bancaires lui doivent --- est obligé de se rendre la voiture ou la moto de la même manière, afin qu'il autofinance l'ensemble de la transaction, obtient un dixième de son propre crédit, est obligé de rembourser cela avec des intérêts hypothécaires, et de donner à la banque une sûreté non acquise.

Les criminels d'entreprise intéressés supposent que l'homme n'est pas réellement un Américain et ne doit rien - y compris ses garanties constitutionnelles ---- en utilisant les mêmes schémas de personnage et les systèmes de conversion illégaux que nous avons vus depuis le début.

Nous souhaitons que le retour de la valeur de tous les prêts hypothécaires payés en argent réel ou en crédit, que les Américains de base ont payé au cours des 150 dernières années, plus les intérêts, soit crédité sur leurs comptes et remis en liberté sous forme de crédit prépayé, avec le profit que ces banques ont réalisé en prêtant le reste de leur crédit dérobé et converti illégalement à d'autres victimes de cette fraude.

Nous souhaitons la libération immédiate de toutes les maisons américaines et autres actifs physiques de toutes les hypothèques et accords de prêt présumés - qui sont tous nuls et non avenus pour non-divulgation complète.

Nous souhaitons la libération de toutes les sûretés non acquises obtenues dans des conditions de tromperie et de non-divulgation par les banques et les établissements de crédit et les sociétés de services de prêt impliquées dans l'une de ces prétendues activités de prêt.

Nous souhaitons la fin de l'enregistrement, de l'émancipation et de l'usurpation d'identité non divulguées des Américains par les sociétés municipales, leurs franchises ou des agents fonctionnant à quelque titre que ce soit.

Nous souhaitons la reconnaissance des propriétaires d'actifs réels en tant que propriétaires naturels de tous les crédits générés par leurs actifs.

Nous souhaitons que les présomptions occasionnées par la conversion illégale des Américains et de leurs avoirs soient annulées, à partir du jour et du moment où ces conversions illégales ont été initiées.

L'autre partie de cette famille globale de régimes de fraude que nous devons aborder est l'idée de dette future et héritée.

Nous pensons que lorsqu'un homme meurt, ses péchés sont payés. Tous.

Nous estimons également que les parents ne possèdent pas d'enfants comme esclaves ou serviteurs sous contrat et donc, rien qu'un parent puisse faire qui puisse réduire son enfant à l'esclavage ou à la servitude sous contrat avec un État, un souverain, une autre personne ou une société de toute nature.

Il s'ensuit que les générations futures à naître ne peuvent être endettées par leurs parents et ne peuvent être tenues responsables à l'avenir de toute dette créée dans le passé par un gouvernement, une autre personne ou une société.

La dette future n'existe pas, car l'avenir lui-même n'existe pas tant qu'il ne se manifestera pas. Nous souhaitons mettre fin à toutes les absurdités affirmant que les petits-enfants ou arrière-petits-enfants de quiconque sont redevables des dettes envers leurs grands-parents, arrière-grands-parents, etc.

Nous souhaitons que l'attention du monde soit concentrée sur les dettes très importantes que nous et nos enfants devons à ces directeurs étrangers responsables des actes criminels de ces sous-traitants de la Corporation municipale jusqu'en 1860.

Toutes les dépenses démesurées qui ont été effectuées en notre nom depuis 1860 ont été effectuées par les exécuteurs de Son Tort et les fictions juridiques qui n'existent pas réellement, et comme les victimes ignoraient les crimes de personnage et les programmes de conversion illégaux pratiqués contre eux, et comme ils n'en ont pas bénéficié, toutes les dettes accumulées contre leurs bons noms doivent être comptabilisées en tant que dette odieuse et acquittées en tant que telles.

Il en va de même pour tous les pays et les personnes qui ont souffert de ces mêmes conditions et des stratagèmes de fraude qui leur sont imposés par les franchises de ces mêmes sociétés municipales incriminées, par exemple l'Australie, l'incorporation et l'AUSTRALIE.

Comme les victimes de ces stratagèmes de fraude n'ont pas créé sciemment, volontairement ou librement ces franchises étrangères au profit du monarque britannique et du pape et du gouvernement de la ville ---- et en fait ne connaissaient même pas l'existence de ces franchises et n'en a certainement pas bénéficié, il s'ensuit que les Américains ne sont pas responsables des dettes de ces franchises étrangères, que ces franchises soient vivantes --- ce qui signifie toujours en affaires, ou mortes à la suite de la faillite.

Notre gouvernement américain a réitéré et a de nouveau déclaré en public notre participation dans tous les actifs aériens, terrestres et maritimes appartenant à notre pays et l'a fait à compter du 6

mars 2005 et à nouveau via la délivrance de lettres patentes souveraines le 4 novembre 2015. Nous n'étions pas obligés de le faire, mais nous l'avons fait par mesure de précaution contre les rumeurs selon lesquelles nous étions
"manquant" ou "mort" ou "in interregnum". Nous nous sommes également présentés en 2010 et avons cosigné le Traité postal des Amériques publié la même année.

Compte tenu de la profondeur, de l'ampleur et de la gravité de la fraude et de la criminalité que ces deux sociétés Muniicipal ont pratiquées contre leurs fidèles employeurs et sur nos propres côtes, il est insensé pour quiconque de leur confier quoi que ce soit, y compris, mais sans s'y limiter, construire ou gérer un gouvernement mondial ou un système monétaire mondial de toute nature.

Le résultat inévitable serait plus de criminalité, plus de violence, un contrôle plus oppressif et coercitif des personnes vivantes sous la couleur de la loi, et la prolifération des mensonges et des stratagèmes de fraude et de la criminalité de toutes sortes.

Nous souhaitons une action rapide, efficace et prudente pour rendre le contrôle aux gouvernements nationaux touchés par les actions illégales et illégales de ces deux sociétés municipales et de leurs franchises.

Nous souhaitons le retour de tous les intérêts immobiliers nationaux et individuels aux personnes et aux pays auxquels ils appartiennent naturellement.

Si le roi Charles souhaite être honoré parmi les hommes en tant que vrai roi, il doit honorer les autres vrais rois de Grande-Bretagne, qui ont la souveraineté à part entière et aucune juste cause ou raison de lui céder leurs droits fonciers ou tout autre souverain.

Nous souhaitons que le peuple vivant de chaque nation, tous ceux qui ont été offensés et blessés par ces sociétés municipales, fasse naître un monde meilleur.

Nous souhaitons que les élections internes des sous-traitants de la Corporation municipale ne se déroulent pas du tout ou soient clairement identifiées pour ce qu'elles sont.

Nous souhaitons la bonne volonté et l'aide de tous les hommes et femmes honnêtes.

Délivré par:
Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652
18 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:32 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:32 UTC by Bee